

blement? Ainsi, le 1^{er} avril, ils commenceraient à travailler au service du nouvel entrepreneur. Pourquoi la CSN, qui se préoccupe si ardemment du bien-être de ces travailleurs, ne collaborerait-elle pas avec ces cinq entrepreneurs, afin que tous les employés actuels des Postes soient embauchés de nouveau?

Pourquoi blâmer le gouvernement et charger le ministre de tous les péchés du monde? Au fait, il a des problèmes, il a des responsabilités à l'égard de la population, et le syndicat en a envers ses membres. Il faudrait peut-être qu'ils élargissent leurs vues au lieu de toujours avoir les yeux fixés sur le gouvernement. Peut-être pourraient-ils chercher, eux aussi, dans l'entreprise privée et dans le public, les moyens d'aider leurs syndiqués.

Personne ne peut accuser le ministre de ne pas avoir respecté la loi ou d'avoir outrepassé ses droits. S'il les a outrepassés, à mon avis, c'est en offrant plus que d'autres.

● (10.40 p.m.)

L'honorable député de Hillsborough (M. Macquarrie) disait tout à l'heure qu'il existait un malaise, que le moral est bas au ministère des Postes et que la situation n'était pas encourageante. A l'époque du gouvernement conservateur progressiste, les employés de l'État fédéral n'avaient pas le droit de faire la grève.

Ceux qui ont travaillé dans les bureaux de poste à Montréal ont trouvé le temps dur à l'époque des conservateurs progressistes. Ils nous diront que c'était la pire époque. Il ne faut pas recouvrir les péchés actuels par les péchés d'autrefois.

Comme on le disait tout à l'heure, le ministre et le syndicat ont des responsabilités à assumer. Le ministre doit agir fermement, tout en agissant intelligemment. C'est ce qu'il a fait jusqu'à ce jour. Ce soir, il a encore offert sa collaboration tant aux employés qu'aux chefs syndicaux. Il s'agit de vouloir collaborer. Que les membres des syndicats collaborent, eux aussi. Il ne faut pas que de parfaits inconnus assistent aux assemblées. Qu'il s'agisse vraiment des membres et non pas de gens venus de l'extérieur qui ont obtenu leur carte de membre de la CSN, en qualité de chauffeurs de camion, depuis seulement une semaine. Qu'on fasse venir les membres et qu'on leur fasse rencontrer l'honorable ministre. Il existe une solution au problème. Ce n'est pas la fin du monde, mais il faut de la collaboration. La collaboration ne doit pas exister seulement de la part du ministre, mais des autres aussi.

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): À l'ordre. Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais son temps de parole est écoulé.

[M. Loiseau.]

La Chambre consent-elle à ce que l'honorable député continue son discours?

Des voix: D'accord.

M. Loiseau: L'honorable député de Charlevoix a dit que le ministère pouvait devenir une société de la Couronne. J'ai déjà suggéré la même chose.

Il y a actuellement à Montréal un petit secteur où le service des postes fait la levée du courrier, et je n'ai pas entendu dire qu'on avait des problèmes dans ce secteur-là. On pourrait peut-être régler le problème à 90 p. 100 en établissant une société de la Couronne. Mais avant d'en arriver là, il faudrait régler d'autres problèmes, car, comme l'a dit le ministre tout à l'heure, le problème a une ampleur nationale. On ne peut créer une société de la Couronne pour Montréal et une autre petite commission pour Toronto et Vancouver. Il faudrait créer une seule société nationale.

Il s'agit d'une question d'humanité, d'égalité et d'honnêteté pour les citoyens de Montréal. J'ose espérer que la collaboration n'existera pas seulement de la part du ministre, mais aussi des chefs syndicaux et des syndiqués, afin que cette situation se règle à l'avantage des chauffeurs et que la réputation de l'association soit sauve. Il importe de sauver l'honneur et de favoriser l'économie de la province de Québec et de la ville de Montréal qui est malade, actuellement.

[Traduction]

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur, j'ai eu l'avantage ce soir d'écouter un très intéressant débat et d'en apprendre beaucoup sur les ennuis de la plus grande métropole du Canada. J'ai été particulièrement intéressé par les remarques du dernier orateur sur l'époque où le parti conservateur avait l'honneur d'administrer les services postaux et à quel point les employés des postes et le public étaient mal servis alors. Il semble que notre erreur majeure était de distribuer le courrier à temps et à bien meilleur marché que le gouvernement actuel.

Où en sont les Montréalais? Car ce sont les Montréalais qui nous intéressent et non l'égoïsme d'un ministre ou autres choses semblables. Il s'agit d'un service public et il nous faut trouver une solution à notre problème. Après avoir entendu le ministre des Postes et des Communications (M. Kierans) ce soir, je peux dire que l'élément principal de cette difficulté a été mis à nu devant nous de façon très frappante. Le ministre pourrait décrire, ainsi que ses supporters, les incidents successifs de cette guerre ouverte entre un syndicat et le ministère des Postes.